

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission d'enquête sur les liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste

- Audition de M. Emmanuel Razavi, reporter..... 2
- Présences en réunion..... 14

Mardi
28 octobre 2025
Séance de 16 heures

Compte rendu n° 14

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

**Présidence de
M. Xavier Breton,
Président de la commission**



La séance est ouverte à seize heures cinq.

M. le président Xavier Breton. Mes chers collègues, je vous souhaite la bienvenue pour notre première audition de cette journée, au cours de laquelle nous allons entendre M. Emmanuel Razavi, grand reporter et spécialiste du Moyen-Orient. Monsieur, vous avez écrit plusieurs ouvrages dont *La pieuvre de Téhéran* en 2025, *La face cachée des mollahs* en 2024, ou encore *Le Projet : la stratégie de conquête et d'infiltration des frères musulmans en France et dans le monde* en 2019.

Vous collaborez régulièrement avec différentes publications et connaissez particulièrement bien la situation de la république islamique d'Iran. Dans vos travaux, vous décrivez une stratégie d'influence qui viserait certains élus et certaines institutions françaises. Comment s'exerce cette influence et quelles sont les personnes les plus susceptibles d'être approchées ?

Les relations nouées par des agents de la république islamique d'Iran avec certains élus, que vous dénoncez dans vos publications, traduisent-elles une forme de méconnaissance des objectifs poursuivis par cet État ou une convergence reposant sur des intérêts communs ?

Avant de vous donner la parole, je vous remercie de nous déclarer tout autre intérêt public ou privé de nature à influencer vos déclarations. L'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires impose aux personnes auditionnées par une commission de prêter le serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Je vous invite donc à lever la main droite et à dire : « *Je le jure* ».

M. Razavi prête serment.

M. Emmanuel Razavi, reporter. Mesdames et messieurs les députés, je suis un français d'origine iranienne. Je suis grand reporter et passe une partie de ma vie entre le Moyen-Orient et la France. Je collabore avec des revues et publications telles que *Paris Match*, *Franc-Tireur*, *Atlantico*, *Le Figaro*, *Écran de Veille* ou encore *Historia*. Je viens effectivement de publier *La pieuvre de Téhéran*, en collaboration avec mon confrère Jean-Marie Montali. J'ai également coordonné un rapport sur l'ingérence iranienne qui sera transmis dès demain à l'Assemblée nationale. Ce rapport a été dirigé par Gilles Platret, maire de Chalon-sur-Saône.

Je travaille depuis plus de vingt ans sur l'islamisme frériste et sur les réseaux iraniens. Mon premier reportage sur le Hezbollah, la milice chiite pro-iranienne au Liban, remonte à 1996, et mes premiers reportages sur les Frères musulmans datent des années 2000. J'ai vécu aussi plusieurs années au Moyen-Orient, dans le Golfe Persique et en Afghanistan. Durant mes enquêtes, comme d'autres de mes camarades, j'ai plusieurs fois failli perdre la vie lors de mes reportages. J'ai été blessé et j'ai vu des islamistes tuer sous mes yeux, je sais ce dont ils sont capables.

Les propos que je prononcerai cet après-midi sont tirés de mes enquêtes publiées par les grands médias ou conduites pour l'écriture du livre *La pieuvre de Téhéran*. Ces enquêtes reposent notamment sur l'analyse de documents écrits, vidéos et photos, ainsi que sur des entretiens que nous avons réalisés avec un ancien agent de la Drug Enforcement Administration (DEA) infiltré au sein du Hezbollah et des gardiens de la révolution islamique, le bras armé du régime iranien. D'autres entretiens ont été menés avec Matthieu Ghadiri, ancien agent double

français infiltré au sein des services secrets iraniens, mais également Mohsen Sazegara, le cofondateur du corps des gardiens de la révolution islamique.

Nous avons également parlé avec un ancien officier subalterne, un lieutenant des gardiens de la révolution islamique, qui a témoigné sous anonymat. Enfin, nous nous sommes entretenus avec une personnalité toujours liée aux services secrets iraniens et un ancien diplomate iranien qui a été en poste en Europe. Témoignant de manière anonyme, il nous a transmis un grand nombre d'informations. Aujourd'hui, un certain nombre de personnes en Iran tendent à s'acheter une « assurance-vie » en parlant aux journalistes.

J'ai aussi recueilli mes informations en me rendant en Irak, à la frontière iranienne, dans le golfe Persique, en Allemagne, mais aussi en France, où j'ai pu rencontrer des membres d'organisations travaillant pour les services de renseignement des différents mouvements de l'opposition iranienne.

Au même titre que Nora Bussigny ou Omar Souleimane qui ont déjà témoigné devant vous, je suis régulièrement menacé de mort par les islamistes, régulièrement insulté par leurs soutiens d'extrême gauche, en raison des révélations que je publie dans mes articles. Nous avons un point en commun avec Nora et Omar : nous avons tous trois des origines orientales et ce que nous racontons en tant que journalistes d'investigation ne va pas dans le sens de leur récit victimaire. Je me réjouis particulièrement de témoigner devant vous aujourd'hui, en tant que fils d'immigrés iraniens. Vous faites preuve d'un courage immense, car parler d'islamisme aujourd'hui en France revient à risquer sa vie, et au mieux sa réputation.

L'islamisme dont je vais vous parler aujourd'hui est celui qui est parrainé par la république islamique d'Iran qui depuis son avènement en 1979 a fait du terrorisme, de l'espionnage et de l'influence ses trois marques de fabrique. Cette république islamique a pour projet de porter le chaos sur le territoire français. À cette fin, elle instrumentalise la cause palestinienne en manipulant des militants, des cadres politiques, parfois d'extrême gauche, mais il peut arriver que d'autres partis soient également concernés.

La république islamique d'Iran recherche des personnes acquises à la cause palestinienne, du Hezbollah et parfois des Frères musulmans. Ces personnes que les services secrets iraniens manipulent ont à leurs yeux une fonction : elles seront chargées de diffuser, dans un deuxième temps, des éléments de langage favorables au régime des mollahs, à ses proxys palestiniens et libanais comme le Hamas, le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Hezbollah, pour influencer sur la politique de la France.

Parmi ces éléments de langage figurent ceux consistant à expliquer que l'organisation terroriste Hamas est un mouvement de résistance et qu'au cours de la Seconde guerre mondiale, les résistants français étaient également accusés par les Allemands d'être des terroristes. De la même manière, certains expliquent que si la république islamique d'Iran venait à tomber, l'Iran deviendrait alors la Syrie ou l'Irak.

En tant que spécialiste de l'Iran et étant d'origine iranienne, je précise que tous les mouvements d'opposition iraniens, qu'ils soient de gauche, ethniques comme les Kurdes, monarchistes ou libéraux, sont favorables à la démocratie et sont laïcs. Aucun d'entre eux ne veut aujourd'hui la partition de l'Iran, à part quelques groupes minoritaires.

Les défenseurs du régime expliquent également que la république islamique d'Iran constitue un gage de stabilité pour le Moyen-Orient, qui s'embraserait si elle venait à tomber,

provoquant une nouvelle crise migratoire. Ce récit est en réalité construit à Téhéran par les services secrets iraniens et diffusé via le ministère des affaires étrangères à travers le réseau des ambassades iraniennes dans le monde.

L'objectif des services secrets iraniens consiste surtout à faire peur au gouvernement français, mais aussi à faire passer le message, en instrumentalisant des groupes d'étudiants, de militants, que Téhéran et ses services ont la capacité de soulever des foules sur le sol français. Je rappelle que le préambule de la Constitution de la république islamique d'octobre 1979 précise clairement qu'il faut porter le djihad à travers le monde, en s'appuyant sur les textes de son fondateur, l'ayatollah Khomeini. Le même ayatollah Khomeini préconisait dès les années soixante-dix la conquête des territoires « non musulmans ». Bien que chiite, il avait été inspiré par les Frères musulmans égyptiens et leur projet de califat.

Pourquoi la cause palestinienne sert-elle autant l'influence iranienne ? Pour répondre à cette question, il faut remonter à 1973. À l'époque, Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) faisait la couverture des grands magazines européens et américains, posait le revolver à la ceinture, alors même que ses miliciens détournaient des avions et commettaient des attentats. Khomeini a alors compris que la cause palestinienne apparaissait comme étant romantique aux yeux des intellectuels et des journalistes occidentaux.

Il a alors demandé à son bras droit, Ali Akbar Mohtashamipur, de rencontrer Arafat. Ce dernier l'a alors invité à rejoindre un de ses camps d'entraînement palestiniens dans la plaine de la Bekaa, au Liban, où il a alors été formé à la lutte armée, mais également au narratif révolutionnaire, celui du faible contre le « géant impérialiste ». D'autres proches de Khomeini, dont son propre fils Ahmad, ont ensuite rejoint ces camps d'entraînement, où ils se sont liés d'amitié avec des révolutionnaires d'extrême gauche, certains alors étudiants, qui ont commis, quelques années plus tard des attentats au nom de la cause palestinienne. Je pense notamment à la « Bande à Baader », le plus célèbre de ces groupuscules. À cette occasion, islamistes et gauchistes ont découvert qu'ils partageaient un idéal révolutionnaire.

Cet idéal est construit autour de combats communs contre « l'impérialisme », contre l'Occident, contre ce qu'ils appellent le colonialisme, et évidemment contre le sionisme. Mohtashamipur est ensuite devenu le cofondateur des gardiens de la révolution islamique, mais aussi du Hezbollah au Liban, en 1982.

Il faut également souligner que ces dignitaires, de Khomeini à Mohtashamipur, sont anticomunistes. Lorsque la république islamique a été proclamée, ils ont préservé leurs liens avec les gens d'extrême gauche à l'extérieur de l'Iran, mais ont massacré les militants communistes dans leur pays. Aujourd'hui, des avocats, dont un avocat franco-iranien, œuvrent à la mise en place d'une cour pénale internationale pour juger les auteurs de crimes contre l'humanité en Iran.

Khomeini a fait exécuter tous ceux qui servaient sous le régime du chah et en 1980, de nouveaux services secrets iraniens ont été recréés par le nouveau régime, notamment les services secrets du corps des gardiens de la révolution. Il faut bien comprendre qu'en Iran, il existe plusieurs services de renseignement. Ces deniers ont financé les combattants du FPLP, leur ont fourni des armes et une formation paramilitaire. En échange, cette organisation terroriste a donné accès aux services secrets iraniens à ses relais dans les universités et les milieux du militantisme européen.

Le même *deal* a été passé à partir de 1988 avec l'organisation terroriste Hamas, qui se présente dans sa charte constitutive comme la branche palestinienne des Frères musulmans. De fait, la cause palestinienne sert ainsi depuis quarante-six ans de véhicule pour agiter les étudiants dans les universités, ainsi que les militants ou les cadres de mouvements d'extrême gauche.

Les services secrets iraniens les utilisent de façon très opportuniste en fonction de leurs besoins. Pour être précis, à Paris, le centre névralgique des services secrets iraniens, et notamment des services secrets des gardiens de la révolution islamique, est l'ambassade de la république islamique d'Iran, située avenue d'Iéna. Depuis ces bureaux, des agents épluchent la presse pour opérer de véritables « castings », c'est-à-dire repérer des profils de chercheurs, de journalistes, d'anciens diplomates, qui pourraient relayer les éléments de langage fabriqués à Téhéran.

Les services secrets sont en effet conscients de la nécessité d'approcher ces militants, en instrumentalisant la cause palestinienne, beaucoup plus romantique que la défense de la république islamique d'Iran. Une fois leur repérage effectué, ces agents approchent leurs cibles lors de conférences, de repas dans des restaurants iraniens, mais aussi de soirées qui peuvent être organisées dans des appartements très discrets de Paris. Parmi les personnes approchées, nombre d'entre elles refusent de collaborer, mais d'autres l'acceptent, parfois par idéologie, parfois pour de l'argent, même si les sommes en question ne sont jamais très élevées. D'autres apprécient simplement que l'ambassade leur facilite l'obtention d'un visa pour se rendre à Téhéran. À leur retour en France, ils peuvent ensuite proposer leurs services à des grandes entreprises ou des journaux, en tant que « spécialistes » de l'Iran, en diffusant un narratif plutôt rassurant et bienveillant sur le régime des mollahs iraniens.

Par ailleurs, vous devez savoir que les services secrets iraniens ont été formés depuis 1979 par les services secrets russes. Leur méthodologie est russe. Nous avons remarqué depuis trois ans dans certaines manifestations qu'il y avait des personnes proches de l'ambassade d'Iran mais également des agents de la Russie.

Depuis le 7 octobre 2023, les services secrets iraniens œuvrent à faire converger leurs relais, partis d'extrême gauche, militants propalestiniens, islamistes, en exploitant leur convergence révolutionnaire. Pourquoi le phénomène s'est-il autant accéléré ? La république islamique d'Iran est aujourd'hui très fragilisée. Deux tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté ; plus de la moitié des Iraniens ne peuvent pas se nourrir plus d'une fois par jour et toutes les grandes villes iraniennes n'ont accès à l'électricité que quelques heures par jour.

Ce pays vit une tragédie et les services iraniens ont besoin de maintenir au maximum le régime en place, alors qu'il est de plus en plus contesté par la jeune génération. Une étude conduite par la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) et réalisée en partenariat avec le Groupe d'analyse et de mesure des attitudes en Iran (Gamaan), un institut qui analyse les tendances en Iran, indique que 81 % des Iraniens ne veulent plus de la république islamique. Le régime est fragilisé, ses jours sont comptés. Dans une forme de fuite en avant, il réagit en utilisant les armes du terrorisme et de l'influence. Je rappelle que l'Iran est un pays terroriste, qui pose des bombes, qui a tué des soldats français et prend en otage nos ressortissants, depuis quarante-six ans.

Je souhaite également détailler la posture des services secrets et de leurs agents, qui comprend six étapes. La première étape concerne la contestation de l'Occident, sous couvert de

contestation de « l'impérialisme ». Ils procèdent également par la victimisation, la médiatisation, la « fascisation » de leurs cibles, la décrédibilisation, et éventuellement, la juridisation.

Vous avez reçu ma brillante consœur, Nora Bussigny, dont j'admire le courage. Nos chemins se croisent souvent et je mesure les risques qu'elle prend. Elle vous a parlé d'un agent d'influence iranien, Shahin Azami, qui a plusieurs fois été photographié au ministère des affaires étrangères iranien, avec des dignitaires du régime, mais également à un événement organisé par le Basij, la milice civile des gardiens de la révolution. Au mois de juin, il distribuait des drapeaux de la république islamique d'Iran, place de la République, à l'occasion d'une manifestation dans laquelle se trouvait non loin comme par hasard une eurodéputée de la France insoumise, Rima Hassan.

Des personnes comme Shahin Azami sont dangereuses car elles sont en contact avec la force Al-Qods, une unité d'élite du corps des gardiens de la révolution, en charge des opérations extérieures. Il s'agit notamment d'opérations de guerre asymétrique, de terrorisme, d'influence, de cyberguerre. Shahin Azami a par ailleurs été mis en examen pour apologie du terrorisme. Néanmoins, il demeure très actif sur les réseaux sociaux.

En tant que journaliste, je suis menacé depuis des années, j'ai été blessé en travaillant sur les Frères musulmans, plusieurs de mes amis ont été otages, certains ont été blessés, d'autres tués. Je m'interroge sur le fait que des gens comme Shahin Azami soient en liberté en France, quand nous, journalistes, n'avons pas de protection, et sommes menacés continuellement par les gens pour lesquels ils travaillent.

J'ai révélé dans *Atlantico* et *Franc-Tireur* les relations de Mathilde Panot, de Thomas Portes, d'Ersilia Soudais, de Sébastien Delogu, avec un dénommé Salah Hamouri, qui appartient au FPLP, une organisation considérée comme terroriste par l'Europe. J'ai également raconté comment la 13^e section du Parti communiste avait accueilli à Paris des agents d'influence iraniens dans ses locaux, pendant plusieurs années, de 2013 à 2018.

Une plainte déposée en 2024 par Avocats sans frontières pour intelligence avec une puissance étrangère contre Thomas Portes, Rima Hassan et Ersilia Soudais a étonnement été classée sans suite en août 2025. À la suite de mon audition devant le Sénat en février 2025, la sénatrice Jacqueline Eustache-Brinio a effectué un signalement sous forme d'article 40 du code de procédure pénale, qui a reçu le même traitement, malgré les éléments factuels que nous avons fournis.

Si les mouvements d'extrême gauche propalestiniens constituent la cible prioritaire des services secrets iraniens, il faut cependant rappeler que Téhéran fait feu de tout bois. Des figures de l'extrême droite identitaire, comme Alain Soral, se retrouvent sur des boucles Instagram animées par les agents de la force Al-Qods, spécialisée dans la guerre asymétrique. J'ajoute que ces manœuvres ne se limitent pas à Paris. Un agent de haut niveau de la force Al-Qods, Bashir Biazar, a été arrêté il y a deux ans à Dijon où il existe une forte diaspora iranienne. Il était installé dans la capitale bourguignonne ; avait pour mission d'y surveiller les opposants iraniens et de faire la promotion des *proxys* palestiniens de Téhéran dans les milieux universitaires.

Il existe en Bourgogne un écosystème particulier, qui comprenait notamment l'Institut européen des sciences humaines (IESH), un institut des Frères musulmans, qui a été dissous par le ministère de l'intérieur. Plusieurs personnes qui y ont été formées sont parties rejoindre les

rangs du djihad international. Toujours à Dijon, vit un imam qui, depuis des années, jouit de ses bonnes relations avec l'ancien maire socialiste de la ville.

Cet islamiste, en apparence « soft » parce que très élégant – tous les islamistes ne portent pas des kalachnikovs – a fait prospérer ses idées en se faisant accepter du tissu politique et institutionnel et surtout en usurpant parfois des fonctions, notamment de représentant du culte musulman pour la région Bourgogne. Les autorités publiques n'ont rien trouvé à y redire, jusqu'à présent. À Dijon, récemment cet imam frériste a également posé en photo aux côtés d'une ancienne députée et ministre macroniste, membre du parti Renaissance, qui assumait publiquement sa présence à l'un de ses événements. Ce n'était pas la première fois, elle y avait déjà été en présence d'une des grandes figures européennes des Frères musulmans.

Pour les services secrets iraniens et leurs alliés algériens, ce genre de compromission avec les Frères musulmans constitue une aubaine et, inversement, un véritable danger pour la sécurité de notre République. Comparaison n'est pas raison, la France de 2025 n'est pas l'Iran des années 1970 ; mais les mêmes mécanismes sont à l'œuvre. Parmi ceux-ci, figure la convergence entre les islamistes et l'extrême gauche, qui instrumentalise la cause palestinienne. Au terme de mes longues enquêtes, de mes nombreuses discussions, je suis de plus en plus convaincu que si l'islamisme a imprimé sa marque terroriste en France et plus largement en Europe, et que l'extrême gauche française évidemment n'a pas encore posé de bombes, nous nous orientons vers le même scénario. Je ne souhaite pas être alarmiste mais je travaille sur ces sujets depuis trente ans et je fais partie des rares personnes à avoir des contacts à l'intérieur et à l'extérieur de la République islamiste.

En conclusion, je tiens à rendre hommage à Matthieu Ghadiri, qui a infiltré pendant des années les services secrets iraniens pour le contre-espionnage français. Il a représenté une source précieuse d'informations et d'expertises. Il est important de le mentionner car certains manipulent nos propos. De nombreuses personnes d'origine orientale comme moi, Nora Bussigny ou Omar Youssef Souleimane aiment la France, sa culture, la démocratie française et nous avons la chance de temps en temps de tomber sur des policiers qui nous ressemblent et qui eux aussi ont choisi la France.

M. le président Xavier Breton. Je vous remercie. D'après vous, des sympathies de groupes politiques, de droite comme de gauche, envers les mouvements islamistes existaient-elles en France à l'époque à Khomeini vivait en exil à Neauphle-le-Château, dans les années 1970 ? Les racines des contacts que vous mentionnez datent-elles de ce moment ?

M. Emmanuel Razavi. Votre question est très intéressante, j'y réponds par l'affirmative. Lorsque l'ayatollah Khomeini avait trouvé refuge à Neauphle-le-Château d'octobre 1978 à janvier 1979, il a reçu un certain nombre de journalistes et d'intellectuels de gauche.

Pendant que la révolution iranienne triomphait à Téhéran, que Yasser Arafat formait les futurs dignitaires du régime dans ses camps d'entraînement, une guerre d'influence se jouait en France, à laquelle participaient d'éminents intellectuels, comme Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Simone de Beauvoir. Je rappelle que Jean-Paul Sartre, cofondateur du journal *Libération*, faisait partie du comité de soutien à l'ayatollah Khomeini et a publié des textes à ce sujet à l'époque. De son côté, Michel Foucault a publié des articles dans *Le Nouvel Observateur* ou le *Corriere della Sera*, dans lesquels il disait que l'ayatollah Khomeini était un « saint ». Les journalistes et intellectuels de la gauche radicale – je fais la part des choses – ont donc porté un discours auprès du pouvoir politique.

Lorsqu'il a pris le pouvoir en Iran, Khomeini a décidé de poursuivre cette guerre d'influence et d'utiliser à cet effet les ambassades iraniennes, notamment celle de Paris. C'est à cette époque que les services secrets de la République islamique ont recruté Matthieu Ghadiri, ignorant qu'il travaillait en réalité pour le contre-espionnage français. Ce dernier a raconté cet épisode dans son livre *Notre agent iranien*. Il a passé des années à collecter une documentation extrêmement précieuse grâce à son opération d'infiltration, effectuant un travail exceptionnel, aux dires de toutes les personnes que j'ai interrogées. Les services iraniens l'avaient chargé de pénétrer le Parti Socialiste et d'approcher François de Grossouvre. À l'époque, la guerre faisait rage entre l'Iran et l'Irak et les services secrets iraniens veulent savoir quelle était la position de François Mitterrand concernant ce conflit.

Enfin, pour répondre à votre question, laissez-moi vous faire part d'une anecdote. Lorsque j'ai interviewé Mohsen Sazegara, cofondateur des gardiens de la révolution, avec Ali Akbar Mohtashamipour, celui-ci m'a indiqué qu'à l'époque de l'exil en France, ils avaient décidé que lorsqu'ils prendraient le pouvoir en Iran, ils créeraient une armée parallèle avec laquelle exercer le pouvoir et cette armée parallèle s'appelle les Gardiens de la révolution « *made in Paris* » ou « *made in Neauphle-le-Château* ».

M. le président Xavier Breton. Vous avez indiqué que la république islamique d'Iran a pour objectif de provoquer le chaos sur le sol français. La France est-elle spécialement visée en Europe ? Pourquoi ?

M. Emmanuel Razavi. Aux yeux des dirigeants du régime iranien, la France est le pays qui a le plus d'influence en Europe. Ils la perçoivent également comme une puissance militaire qui les dérange considérablement, notamment dans le golfe Persique. En effet, la France dispose d'une base interarmes de très haut niveau à Abu Dhabi et d'une marine de pointe, dont les frégates circulent régulièrement dans le détroit d'Ormuz pour prévenir toute attaque de la marine des gardiens de la révolution. Ainsi, lors de mon plus récent reportage dans le détroit d'Ormuz, nous avons été autorisés à monter à bord d'un hélicoptère des services de renseignement de la marine et nous sommes allés survoler les navires de guerre iraniens qui naviguent dans le détroit. Il s'agissait d'une première.

En résumé, l'Iran nous craint. Face à cette crainte, le régime a opté pour la « diplomatie de la terreur » qui consiste à poser des bombes, à prendre des otages, à réaliser des opérations d'ingérence, pour tenter de nous manipuler. Pourquoi veulent-ils porter le chaos chez nous ? Ils veulent nous montrer qu'ils disposent des moyens de déstabiliser notre pays. Or il ne vous aura pas échappé que depuis trois ans, notre pays est effectivement profondément déstabilisé par toutes ces manifestations organisées à la suite de l'importation du conflit israélo-palestinien sur notre territoire. La cause palestinienne est toujours instrumentalisée, pour faire pression sur les opinions publiques, amadouer un certain nombre d'intellectuels sensibles à cette cause que je ne remets d'ailleurs pas en question. Pour moi, le sujet n'est pas la cause palestinienne, mais les organisations terroristes palestiniennes.

En résumé, l'objectif consiste à nous influencer, afin que l'opinion publique fasse à son tour pression sur les gouvernants, et donc sur Emmanuel Macron et la diplomatie française, pour qu'ils incitent Israël à retenir ses coups contre le Hamas à Gaza, contre le Hezbollah au Liban, et évidemment contre la république islamique d'Iran.

Enfin, le dernier dossier épineux concerne le nucléaire, qui a également donné lieu à un jeu d'influence et de manipulation extrêmement important.

M. le président Xavier Breton. Vous avez fait état de relations qui pouvaient exister entre les mouvements islamistes et des partis français, non seulement avec leurs dirigeants, mais également les militants. Comment ces liens sont-ils établis ?

M. Emmanuel Razavi. Les services secrets iraniens considèrent depuis quarante-six ans qu'il faut recruter dans les universités. Il leur arrive également d'envoyer des étudiants iraniens dans nos universités, pour mener des actions d'espionnage et d'influence. Ce faisant, ils peuvent approcher les associations étudiantes, qui sont souvent politisées, et les inciter à organiser des événements, des manifestations.

Je rappelle à nouveau que les services iraniens ont été formés par les services russes, qui travaillent sur le temps long. Quand ils investissent sur un doctorant de 25 ans, ils calculent que dans cinq à dix ans, il ou elle sera journaliste, chercheur de haut niveau dans une université, travaillera au Quai d'Orsay, pourra approcher des personnes qui disposent d'influence.

Il ne faut pas s'étonner de retrouver plus tard un certain nombre de personnes qui répètent à l'envi des éléments de langage de la république islamique d'Iran et qui finalement, n'ont aucun égard pour le sang versé à Téhéran par la jeunesse iranienne pourchassée par le régime.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Monsieur Razavi, nous avons souhaité vous auditionner à la suite des auditions de M. Souleimane et de Mme Bussigny. Je vous remercie à mon tour pour votre témoignage et salue votre courage. Il n'est pas évident de parler d'islamisme et nous sommes conscient des menaces dont vous faites l'objet.

Je voudrais revenir sur ce que vous avez dit à propos des plaintes d'Avocats sans frontières – nous avons demandé à ce sujet une contribution écrite à Gilles-William Goldnadel, que nous lirons avec beaucoup d'attention. Vous avez déploré l'absence de poursuites en dépit de signalements. Pour ma part, j'avais adressé un signalement au procureur de la République à l'encontre d'un élu de mon territoire, Ismaël Boudjekada, qui a déjà fait l'objet d'une première condamnation pour apologie du terrorisme et qui a renouvelé certains propos absolument édifiants sur Twitter en faisant du chef du Hamas un martyr. Dans ce cas, l'institution judiciaire a donné suite à mon action.

Lorsque vous indiquez « *Étonnamment, ces gens ne sont pas poursuivis* », pensez-vous qu'il existe une faille dans notre dispositif judiciaire, que la notion d'apologie du terrorisme est quelque peu abstraite et difficile à cerner ? Ou pensez-vous qu'il y a un manque de courage politique dans notre pays sur ces sujets ?

M. Emmanuel Razavi. Je crois que les temps ont changé. Nous nous sommes habitués à certaines formes de discours, qui bien qu'illégaux, sont banalisés à force d'être répétés et deviennent acceptables. Les sujets sur lesquels nous travaillons sont éminemment complexes. Il est formidable que des députés prennent le temps de nous entendre, mais je comprends en même temps que les juges ne disposent pas nécessairement des connaissances que nous avons acquises. La magistrature devrait sans doute être plus sensibilisée. Il n'en demeure pas moins que certains et certaines, comme Rima Hassan ou Thomas Portes, se compromettent avec des éléments travaillant pour des organisations terroristes comme le FPLP, à l'instar de Salah Hamouri. Je sais que l'on ne doit pas donner de noms mais c'est important.

M. le président Xavier Breton. Je tiens à préciser que la règle n'est pas de citer des noms ou non, mais lors de l'audition de Mme Bussigny, j'ai simplement indiqué que ce qui

nous intéressait c'était les situations et les cas. Nous n'allions pas nous crisper sur les noms de certaines personnes. Ce n'est pas un tribunal, nous ne faisons pas un procès et nous ne montrons pas du doigt, mais vous pouvez citer des noms si cela est utile.

M. Emmanuel Razavi. Je comprends tout à fait et je pense que les personnes concernées assument leurs engagements. Les députés de La France Insoumise Rima Hassan, Mathilde Panot, Thomas Portes, Sébastien Delogu, Ersilia Soudais ont donné des conférences, même si certaines des images ont disparu d'Internet. Nous avons tout documenté. Ces gens se compromettent avec des membres d'organisations terroristes, mais un juge ne le sait pas forcément.

Heureusement, le temps est venu d'un débat national sur le sujet, car la démocratie française est en danger. Quand des gens cautionnent quotidiennement la violence à Gaza, à la télévision, dans des émissions de radio, sur la place de la République, viendra un moment où des cerveaux mal façonnés, des esprits faibles passeront aussi à l'action sur le territoire français et au-delà. En effet, l'Espagne ou l'Allemagne vivent par exemple la même situation que la France. Les services secrets iraniens sont très puissants.

Mme Caroline Yadan (EPR). Merci beaucoup pour ce témoignage. Recevez toute notre admiration pour le courage dont vous faites preuve, au même titre que Nora Bussigny ou Omar Youssef Souleimane, en acceptant une audition publique et non à huis clos.

Dans *La pieuvre de Téhéran*, vous décrivez l'influence iranienne et affirmez que les services de renseignement français ont une connaissance fine de ce réseau. En revanche, il existe un véritable décrochage du côté politique, une absence de volonté d'agir que vous qualifiez de « naïveté coupable » vis-à-vis d'un État qui est un État terroriste. Vous allez même jusqu'à suggérer la fermeture de l'ambassade d'Iran à Paris que vous qualifiez de plaque tournante de cette propagande.

Lorsque vous parlez de « naïveté coupable », peut-il encore s'agir d'ignorance ? Pensez-vous que les élus d'extrême gauche que vous venez de citer choisissent cette cause par naïveté, par aveuglement ou par une complicité réelle et assumée, notamment avec la république islamique d'Iran ? Quel risque spécifique identifiez-vous à l'approche des prochaines élections municipales, notamment en termes de clientélisme communautaire ou de complaisance d'élus locaux face à ces réseaux d'influence ? Existe-t-il vraiment un entrisme spécifique lié à ces élections municipales ?

M. Emmanuel Razavi, reporter. Je vous remercie. Je respecte tous les engagements, y compris celui pour la cause palestinienne.

Mais les gens dont nous parlons soutiennent des organisations terroristes comme le FPLP, le Hamas, le Djihad islamique, parce qu'ils sont mus par un esprit révolutionnaire. Comme je l'ai indiqué dans mon propos liminaire, la convergence entre les islamistes et l'extrême gauche en Occident repose sur un pilier révolutionnaire, qui se décline ensuite en anti-impérialisme, antisionisme, antisémitisme à peine masqué et anticolonialisme. Ils savent très bien ce qu'ils font, qui ils soutiennent ; d'autant plus que la littérature, les enquêtes de la presse, du *Nouvel Observateur* au *Figaro Magazine*, sont désormais abondantes. Ces députés de LFI ont les moyens de se renseigner, de se cultiver, d'approcher des journalistes. Ils peuvent nous questionner.

Je pense qu'ils s'inscrivent dans un schéma révolutionnaire, raison pour laquelle je parle de danger. On ne peut pas en permanence cautionner la violence sans finalement y basculer, à un moment donné.

Votre deuxième question porte sur les élections municipales. Le communautarisme représente un enjeu important de ces prochaines élections. À titre d'exemple, laissez-moi évoquer à nouveau l'imam dijonnais dont je vous ai parlé précédemment, qui est lié aux Frères musulmans. Celui-ci est devenu aujourd'hui un véritable levier électoral pour différents candidats, pas uniquement de gauche. Il l'a été pendant des années pour la mairie socialiste et il l'est encore ; de même que pour cette ancienne députée et ministre, qui se compromet dans les événements qu'il organise. J'ai produit à ce sujet une longue enquête pour le journal en ligne *Atlantico*.

Le même phénomène se retrouve dans d'autres villes, par exemple à Annecy. Il y a quelques semaines, la municipalité a décidé d'octroyer un terrain à une association, dont on connaît la proximité avec les Frères musulmans, afin qu'elle y bâtit une mosquée. Par ailleurs, cette mosquée est supposée ériger un minaret extrêmement haut. Or la question de son financement ne peut qu'interroger. Les responsables de l'association ont expliqué qu'il s'agissait de dons, alors même que les montants s'élèvent à 6 ou 7 millions d'euros. À ce sujet, je souhaite lever toute ambiguïté. Je suis d'origine iranienne, certains membres de ma famille sont musulmans et j'ai grandi entre deux cultures.

Cependant, il faut arrêter d'être naïf. Comment la mairie peut-elle prendre une telle décision ? Cette affaire connaît d'ailleurs un certain retentissement. *Atlantico* me demande de travailler sur ce dossier. Nous observons qu'il existe des pressions de la part des écologistes, de la France Insoumise. Celui qui pose les questions sur le financement se fait immédiatement traiter de fasciste, de raciste ; ce qui est complètement idiot. En l'espèce, les conseillers municipaux de droite ont plutôt été silencieux sur le sujet parce qu'ils craignent précisément de subir de telles accusations. Le conseiller municipal LR Nicolas Krivobok a osé poser la question ; il s'est fait insulter.

Les élus sont ainsi devenus otages de cette extrême gauche. Mais la situation n'est pas nouvelle ; il y a une vingtaine d'années, j'ai écrit *Frères musulmans : dans l'ombre d'Al Qaeda*, dans lequel je racontais que les Frères musulmans constituaient la matrice du djihadisme contemporain. Ils sont en effet à l'origine du Hamas, à l'origine d'Al-Qaïda. Abdallah Azzam, le fondateur d'Al-Qaïda et mentor de Ben Laden, faisait ainsi partie des Frères musulmans et en était un des théoriciens importants.

Je racontais il y a vingt ans que ces gens-là deviendraient des leviers électoraux, qu'ils créeraient leurs propres listes. Or j'ai cru entendre qu'une liste communautaire allait se présenter, au sein même de la République française. Lorsque nous étions enfants, mon père, immigré iranien, nous expliquait, à mes sœurs et à moi-même qu'en France, on s'assimilait. Je ne peux accepter cette idée de liste communautaire.

Les puissances hostiles à la France, parmi lesquelles figurent l'Iran et ses services secrets, cherchent à exploiter les fractures de la société française, le communautarisme. Encore une fois, la capitale n'est pas seule ciblée ; l'espionnage et l'influence sont déployés dans l'ensemble de l'Hexagone, comme l'exemple de la Bourgogne l'illustre.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Je souhaite revenir sur le phénomène d'entrisme à l'université, qui constitue un problème majeur. Vous avez indiqué tout à l'heure que des

étudiants serviraient de vecteurs d'entrisme à l'islamisme iranien. Nous observons la présence nombreuse d'étudiants aux manifestations que vous avez mentionnées aux côtés d'élus de gauche qui ont tendance à prôner l'égalité homme-femme, l'ouverture à la communauté LGBT, autant de mouvements mis à mal dans ces pays islamistes. Nous constatons donc un antagonisme total entre ces différentes positions.

En outre, lorsqu'ils sont interrogés, ces jeunes sont incapables de définir le sionisme, qu'ils assimilent à la politique de Netanyahu à Gaza. Pourtant, nombre d'entre eux suivent des cursus prestigieux. Nous sommes donc en droit de nous inquiéter de cet entrisme. Au-delà des étudiants, existe-t-il des vecteurs d'entrisme chez les professeurs d'université ? Si tel est le cas, dans quelles conditions deviennent-ils de tels vecteurs ?

M. Emmanuel Razavi. Effectivement, il existe aujourd'hui, au sein de la communauté enseignante, des gens qui, par naïveté, parfois par idéologie, peuvent relayer une idée favorable aux Frères musulmans. Il y a quelques années, ma fille était en terminale. L'un de ses professeurs, qui leur parlait des religions, en est venu à évoquer les Frères musulmans, qu'il qualifiait « d'organisation pacifiste ».

Il existe évidemment des liens entre ces associations étudiantes et certains enseignants. Dans certaines universités, des recteurs d'université, des professeurs, des enseignants ont tenu des propos favorables aux organisations « proxys » de terrain, comme le FPLP ou le Hamas.

Dans ces conditions, ne faudrait-il pas complètement reprendre en charge ce qui se passe dans l'éducation nationale, mais aussi dans l'enseignement supérieur ? On ne peut pas reprocher à des jeunes de 16 ou 17 ans de se retrouver soutien de la cause palestinienne, qui n'est pas un sujet, mais aussi de proxys terroristes, quand ils ne le savent pas eux-mêmes, et qu'ils répètent à l'envi les propos parfois tenus par des militants ou des professeurs. Dans les instituts d'études politiques (IEP), des professeurs relayent un discours très complaisant à l'égard de ces proxys et manipulent d'une façon ou d'une autre certains étudiants.

Ensuite, au mois de février, l'ambassadeur de la république islamique d'Iran à Paris a reçu les étudiants de douze grandes écoles et universités de la région parisienne. Lorsque je m'en suis aperçu, j'ai rapidement publié sur Twitter et l'un des collaborateurs du ministre de l'intérieur de l'époque, M. Retailleau, m'a indiqué qu'ils allaient se renseigner. J'ignore la suite qui a été donnée à cette histoire. En revanche, il est évident que lorsque l'ambassadeur de la république islamique d'Iran, État terroriste, mais aussi narco-État reçoit ces jeunes, il parle nécessairement de géopolitique, du Moyen-Orient, du Proche-Orient, d'Israël et, évidemment, de la situation à Gaza. Or des événements comme celui-ci se produisent par dizaines sur notre territoire. Le numéro deux de l'ambassade d'Iran est ainsi intervenu pendant des années dans une grande école alors qu'il s'agit d'un agent opérationnel des services iraniens.

M. Matthieu Bloch. Notre pays a été frappé par des terribles attentats islamistes. Nos services de renseignement ont développé un antiterrorisme performant pour éviter que ces attentats se renouvellent sur notre sol. Parallèlement, le combat contre l'entrisme ne dispose pas encore tout à fait des mêmes armes.

Or je suis assez étonné du niveau d'entrisme à l'université, qui nous a été révélé par différentes personnes auditionnées depuis le début de notre commission d'enquête, laquelle a vocation à constituer un instrument de contrôle de la représentation nationale sur le gouvernement.

À ce titre, je me demande quelles peuvent être les responsabilités politiques. En effet, les enseignants-chercheurs dépendent malgré tout d'un ministère, d'une hiérarchie. Quand on connaît l'incidence de certains professeurs sur leurs élèves, on peut s'interroger sur leur responsabilité. Quel est votre point de vue à ce sujet ?

M. Emmanuel Razavi. Je suis mal placé pour parler de responsabilités politiques, ne disposant pas de la compétence nécessaire. D'ailleurs, lorsque je parle d'élus qui appartiennent à tels ou tels partis, sauf pour LFI, je ne vise pas le parti en lui-même. Je comprends bien que tout le monde n'est pas parfait dans une organisation politique. Si je devais répondre à votre question, j'aborderais plutôt la dimension philosophique. Quel projet de société souhaitons nous ?

Lorsque je parle de la nécessité d'un débat national, je considère qu'il faut repenser notre projet de société. Voulons-nous une France multiculturelle ? Je suis d'origine iranienne, un biculturel, mais je suis Français, sans aucune équivoque. Chez moi, on m'a appris que la France, la République, le drapeau passaient avant tout. Je me suis toujours assez peu préoccupé des opinions politiques, nous sommes en démocratie ; je suis journaliste et j'aime le débat. En revanche, lorsque l'on prend parti pour une organisation terroriste, on prend le parti de l'étranger et notamment de puissances hostiles.

Il m'apparaît nécessaire de conduire un véritable débat sur ce que nous voulons faire de notre pays dans les années qui viennent. Quel type d'héritage allons-nous laisser à nos enfants ? Ce débat doit faire participer les enseignants du supérieur comme les enseignants du primaire et du secondaire, mais également les partis politiques.

Nora Bussigny ou moi-même sommes d'origine immigrée, d'origine orientale, mais nous assumons pleinement et revendiquons notre identité française, notre identité républicaine. Nous n'avons pas peur, nous en sommes fiers. Pourquoi laisserions-nous certaines personnes proches de ces mouvements, notamment à LFI, dans le monde étudiant ou universitaire, dégrader notre démocratie, notre République ?

À un moment donné, il faudra que cela s'arrête ; il faudra prendre des mesures. Aujourd'hui, des gens adoptent impunément des positions illégales, comme soutenir un *proxy* palestinien de Téhéran tel que le FPLP, une organisation considérée comme terroriste. Or ils ne sont pas poursuivis. Nous sommes ainsi arrivés à un moment dans notre société où il nous faut décider ce que l'on souhaite faire, c'est pour cela que je parle d'un débat national.

M. le président Xavier Breton. Je vous remercie. Vous pouvez le cas échéant compléter nos échanges si vous le souhaitez, en répondant par écrit au questionnaire qui vous a été envoyé il y a quelques jours et en nous adressant tous les documents que vous jugerez utiles.

La séance s'achève à dix-sept heures vingt.

Membres présents ou excusés

Présents. – M. Matthieu Bloch, M. Xavier Breton et Mme Caroline Yadan.